

Guerre en Iran : où sont passés les BRICS ?

vendredi 8 mai 2026, par [POLET François](#)

Les BRICS représentent la moitié de l'humanité et 40% du PIB mondial. On aurait donc pu s'attendre à ce que l'alliance vole diplomatiquement au secours d'un de ses membres, l'Iran, cible d'une offensive militaire hors de tout cadre légal et aux retombées gravement déstabilisatrices sur les économies du Sud global. Et pourtant, rien. Silence radio, ou presque.

Sommaire

- [Trois catégories de positionne](#)
- [Un forum parmi d'autres](#)

Les BRICS doivent agir pour faire cesser immédiatement l'agression israélo-américaine contre l'Iran ! », avait affirmé le président iranien au Premier ministre indien trois semaines après le début des hostilités (*Hindustan Times*, 21/03/2026). L'Inde assure en effet la présidence tournante de cette alliance ascendante de pays émergents, dont l'élargissement à dix membres en 2024, puis à onze en 2025, avait été considéré par maints observateurs comme un moment charnière dans l'histoire des relations internationales.

Représentant désormais la moitié de l'humanité et 40% du PIB mondial, les BRICS semblaient être en mesure de peser sur les rapports de force d'un ordre mondial biaisé en faveur de l'Occident. On aurait donc pu s'attendre à ce que l'alliance vole diplomatiquement au secours d'un de ses membres, l'Iran, cible d'une offensive militaire hors de tout cadre légal et aux retombées gravement déstabilisatrices sur les économies du Sud global.



Le Guide de la Révolution islamique, l'ayatollah Seyed Ali Khamenei, a rencontré le Premier ministre indien Narendra Modi le 24 mai 2016 à Téhéran (khamenei.ir, Wikimedia Commons).

Et pourtant, rien. Silence radio, ou presque. La réunion des ministres des Affaires étrangères du groupe, le 24 avril à New Delhi, n'a accouché d'aucun communiqué. « Il n'a pas été possible d'aboutir à un consensus sur ce conflit particulier », a précisé l'hôte indien. Un silence d'autant plus notable que la campagne de bombardements précédente de l'Iran, en juin 2025, avait, elle, donné lieu à une condamnation commune des BRICS le mois suivant. Et pour cause, s'agissant de la guerre actuelle, deux autres pays membres – les Émirats arabes

unis et l'Arabie saoudite – sont victimes des tirs de représailles de l'Iran, au motif qu'ils abritent des bases militaires états-uniennes. Impossible, pour ceux-là, de valider une déclaration qui condamnerait Israël et les États-Unis et épargnerait le pays qui les bombarde.

Trois catégories de positionnement

Plus globalement, la guerre d'Iran a vu s'exprimer les lignes de faille géopolitiques qui traversent les BRICS « élargis ». Le groupe s'est éclaté en trois catégories de positionnements. Quatre pays ont condamné la seule attaque israélo-américaine : l'Iran, la Russie, la Chine et le Brésil. Un nombre équivalent de membres a condamné uniquement la riposte iranienne : les Émirats, l'Arabie saoudite, l'Égypte (hyper-dépendante financièrement des deux premiers), mais aussi l'Inde. La partialité de Narendra Modi, non assumée car en contradiction flagrante avec la tradition indienne du non-alignement, s'inscrit dans une trajectoire de rapprochement stratégique avec les États-Unis (contrariée par le retour de Trump) et plus récemment avec Israël, justifiée par sa double rivalité avec la Chine et le Pakistan.

Enfin trois pays se livrent à un jeu d'équilibriste (*balancing act*) en ne condamnant formellement aucun des deux camps : l'Indonésie, l'Afrique du Sud et l'Éthiopie. L'absence de dénonciations des bombardements israélo-américains est néanmoins considérée par beaucoup en Indonésie, l'autre grand pays du non-alignement, comme une dérive vis-à-vis de la politique étrangère « libre et indépendante » du pays – causée par l'allégeance du président Prabowo Subianto à Trump et Netanyahu, qu'illustre entre autres la présence initiale de l'Indonésie au Conseil de la paix de Trump.

De son côté, l'Afrique du Sud, alliée traditionnelle de l'Iran et historiquement en pointe dans la critique d'Israël, a condamné « les violations du droit international » dès le premier jour de la guerre, mais sa déclaration commence par un appel au dialogue et ne nomme ni les États-Unis ni Israël. Enfin l'Éthiopie, qui entretient des relations cruciales avec l'ensemble des belligérants, notamment dans sa priorité stratégique d'accès à la mer Rouge, se cantonne à un langage général et maintient une communication ouverte avec toutes les parties.

Un forum parmi d'autres

Les divergences d'intérêts sécuritaires entre pays membres empêchent donc les BRICS de s'exprimer d'une seule voix dans la crise moyen-orientale. Le regroupement n'a servi ni de plateforme de dénonciation de l'impérialisme occidental, ni de mécanisme de sécurité collective, ni de forum pour la recherche d'une solution entre les parties en guerre. Plusieurs de ses membres – Arabie saoudite, Égypte et Chine – ont pourtant joué un rôle décisif dans les réunions ayant propulsé le Pakistan comme médiateur des pourparlers entre les États-Unis et l'Iran... au plus grand désappointement de New Delhi, qui voit son rival gagner en crédibilité sur la scène mondiale.

Au-delà de l'irascibilité de Trump, qui incite les États à euphémiser leurs critiques (au Sud comme au Nord), c'est l'entrelacs contradictoire d'alliances internationales et régionales de la plupart de ses membres qui complique les alignements et contraint, voire hypothèque, la capacité des BRICS à se projeter comme un bloc géopolitique. Cette impuissance relative ne frappe néanmoins pas le groupe d'obsolescence. D'une part, parce qu'il n'est pas exclu que les recompositions entraînées par ce nouvel épisode de l'unilatéralisme trumpien ne débouchent à terme sur un renforcement du rôle des BRICS. D'autre part, parce que la

coalition a d'autres chantiers, parmi lesquels la réforme de la gouvernance mondiale et la coopération économique et technique entre ses membres, qui restent d'actualité.

Au final, les BRICS constituent un forum parmi d'autres, qui permet à ses membres de se coordonner sur certains enjeux, d'accéder à certaines ressources, mais qui ne répond pas à l'ensemble de leurs intérêts stratégiques, dans un environnement mondial de plus en plus incertain et fragmenté.

François Polet

P.-S.

- Cetri. 8 mai 2026 :

- <https://www.cetri.be/Guerre-en-Iran-ou-sont-passes-les>

- Une carte blanche de François Polet (CETRI) parue dans *Le Soir* :

- <https://www.lesoir.be/745300/article/2026-05-07/guerre-en-iran-ou-sont-passes-les-brics>